

Les exportations israéliennes durement touchées par le boycott palestinien, affirme la Banque mondiale

2 octobre 2015

La campagne palestinienne de boycott des produits israéliens a coûté très cher aux exportations israéliennes vers la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza.

Il s'agit d'une victoire que reconnaît sans faire de vagues un rapport de la Banque mondiale (BM) publié cette semaine.

Les importations d'Israël en Palestine ont chuté de 24 pour 100 au cours du premier trimestre 2015, affirme le rapport.

La BM explique que cette baisse « est la conséquence d'une activité économique ralentie, mais également d'une tendance chez les consommateurs palestiniens à remplacer des produits importés d'Israël par des produits en provenance d'autres pays, ce qui s'est traduit par une augmentation de 22 pour 100 des importations non israéliennes ».

Le marché captif sous occupation

Israël contrôle le mouvement de la population et des marchandises vers et en provenance de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Ces territoires constituent un marché captif au profit des marchandises israéliennes et, en même temps, l'une des premières destinations des exportations israéliennes.

La valeur des marchandises israéliennes vendues à la Cisjordanie et à la bande de Gaza était de 3,4 milliards de dollars en 2013, s'il faut en croire les statistiques du gouvernement israélien. En 2014, elles étaient retombées à 2,9 milliards de dollars, soit une diminution de près d'un cinquième.

La poursuite de la baisse en 2015, mentionnée dans le rapport

de la BM, suggère que le seul boycott par les Palestiniens pourrait coûter à Israël des centaines de millions de dollars par an.

En dépit de la baisse de cette année, les marchandises israéliennes représentent encore 58 pour 100 des importations totales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La BM ajoute que le déficit commercial palestinien a diminué de 6 pour 100 au cours du premier trimestre de cette année, par rapport à la même période en 2014.

Mais le déficit commercial représente 38 pour 100 du PIB, ce qui est « extraordinairement élevé ».

Le déficit commercial d'un pays exprime son excédent d'importations par rapport à ses exportations.

Pendant ce temps, les ventes de marchandises palestiniennes en provenance de la Cisjordanie et de la bande de Gaza vers le reste du monde « sont restées très bas, avoisinant une moyenne de 15 pour 100 [du PIB] ces dernières années, en raison de la faible capacité de production de l'agriculture et de l'industrie, qui sont freinées par les restrictions israéliennes », explique encore la BM.

Actuellement, les exportations de Gaza ne représentent que 6 pour 100 de ce qu'elles étaient avant l'imposition par Israël du blocus en 2007.

Stagnation à Gaza

La production à Gaza a été interrompue, après des années de blocus. Les bombardements israéliens de l'été dernier ont détruit complètement ou en partie quelque 247 usines et ateliers et 300 établissements commerciaux. Ceci vient s'ajouter à la destruction de centaines d'autres installations de production au cours des précédentes attaques israéliennes.

Les entreprises commerciales de Gaza disent qu'elles « hésitent à investir dans l'expansion de leur capacité en vue d'aller sur les marchés d'exportation en raison de la situation politique extrêmement incertaine et de la probabilité qui y est liée d'une autre guerre ou de nouvelles

restrictions qu'on pourrait très bien nous imposer », rapporte encore la BM.

Pour le dire plus simplement, ils sont rares ceux qui, à Gaza, désirent dépenser de l'argent – une denrée rare – pour monter une affaire uniquement pour la voir détruite par Israël ou pour voir ses produits bloqués à la frontière.

Le marasme économique à Gaza s'est traduit par un taux de chômage étonnant de 42 pour 100 – l'un des plus élevés de la planète. Chez les jeunes, le taux de chômage grimpe même à 60 pour 100.

La BM dit qu'aussi bien en Cisjordanie qu'à Gaza, « les Palestiniens n'ont cessé en moyenne de s'appauvrir depuis trois années d'affilée ».

Dans l'intervalle, « la compétitivité de l'économie palestinienne s'est progressivement érodée depuis la signature des accord d'Oslo » par Israël et par l'Organisation de libération de la Palestine au milieu des années 1990.

Israël doit payer la facture

La BM lance une mise en garde en disant que « le statu quo ne pourra pas s'éterniser et les risques de nouveaux conflits et d'agitation sociale sont élevés ». L'institution internationale réclame une aide accrue à l'Autorité palestinienne afin que celle-ci puisse contrebalancer cette tendance.

Elle recommande aussi qu'Israël lève ses restrictions sur les déplacements des Palestiniens et de leurs marchandises. Mais elle s'abstient toutefois de réclamer des mesures en vue de mettre la pression sur Israël pour qu'il agisse en ce sens.

« Accorder aux Palestiniens l'accès aux capacités de production et aux marchés extérieurs et faciliter le déplacement sans encombre des marchandises, de la main-d'œuvre et du capital (...) améliorerait de façon considérable les perspectives de croissance de l'économie palestinienne », déclare la BM.

En d'autres termes, la fin de l'occupation militaire

israélienne permettrait la prospérité palestinienne. Pourtant, la BM évite soigneusement le mot « occupation » dans son rapport, préférant faire allusion aux « mesures de sécurité » israéliennes.

Cela crée la fausse impression que l'impact pernicieux de telles mesures est dû au hasard et qu'il ne ressortit pas à une intention du système israélien de contrôler les Palestiniens.

Il n'y a pas de raison qu'Israël modifie son comportement à moins que celui-ci ne lui vaille une sanction.

Et, comme la BM a dû le reconnaître, ce prix, le mouvement BDS est en train de lui imposer progressivement.

Source

:

<https://electronicintifada.net/blogs/maureen-clare-murphy/israeli-exports-hit-hard-palestinian-boycott-world-bank-says>